

LA SOLUTION DE REMPLACEMENT DU NPD

Depuis des années, le NPD s'est constamment battu pour une réforme fondamentale des lois fiscales. Une réforme fondamentale est nécessaire non seulement pour assurer une croissance économique stable, durable et non inflationniste, mais aussi pour réaliser une répartition équitable du revenu et de la richesse.

Après avoir appliqué pendant cinq ans une politique fiscale conçue pour avantager les sociétés et les riches, le gouvernement conservateur propose, dans ce qu'il appelle la seconde étape de sa «réforme fiscale», un important déplacement du régime fiscal fédéral qui donnera sensiblement plus d'importance aux taxes à la consommation, au dépens de l'impôt sur le revenu. Avec une taxe fédérale de consommation largement répartie, les conservateurs disposeront d'un puissant levier leur permettant d'augmenter les recettes fédérales à chaque budget, afin de résoudre le problème du déficit fédéral qui, selon eux, est le plus grave qu'affronte le Canada. Durant la campagne électorale, Michael Wilson a promis que la réforme de la taxe de vente ne rapporterait pas «un sou de plus» au Trésor fédéral. Cependant, en août 1989, lorsque le projet de TPS a été présenté, la réduction du déficit en était devenue un objectif clé.

TPS, taux d'intérêt et réduction du déficit

L'expérience internationale montre qu'après l'adoption d'une forme quelconque de TVA (comme la TPS), le taux de la taxe devient le moyen le plus commode de faire balancer les comptes de l'État. Très peu de Canadiens conviendraient avec le gouvernement qu'une taxe régressive à la consommation constitue le meilleur moyen de réduire le déficit. Les néo-démocrates, les économistes, les petites entreprises, les groupes de réforme de la politique sociale et presque tous les premiers ministres provinciaux du pays ne cessent d'exhorter le gouvernement à réduire les taux d'intérêt pour abaisser le déficit. D'après les propres estimations de Michael Wilson, une baisse de 2 points des taux d'intérêt réduirait le déficit de 3,2 milliards de dollars dans la première année et de plusieurs autres milliards dans les années suivantes. Cette formule de réduction du déficit permettrait au gouvernement d'économiser des milliards de dollars de dépenses et donnerait l'élan voulu pour encourager l'investissement, intensifier la croissance de l'emploi, réduire les transferts au titre de l'assurance-chômage et des programmes de bien-être social et augmenter les recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés. Le gouvernement a constamment refusé d'agir dans ce sens, préférant laisser les taux d'intérêt monter sensiblement. Cela veut dire que le déficit budgétaire du présent exercice sera plus élevé que prévu et qu'on demandera aux contribuables à revenu faible et moyen de payer une taxe de vente fédérale beaucoup plus importante pour combler la différence.

Pourtant les familles canadiennes moyennes paient déjà plus d'impôts fédéraux qu'il y a cinq ans. Ces familles soumises à rude épreuve qui, dans l'ensemble, ont vu leurs salaires et leurs revenus stagner, ne sont pas la cause des difficultés financières du gouvernement. Les familles et les sociétés riches ont vu leurs revenus et leurs richesses grandir considérablement, même lorsque le pays qui leur a permis de prospérer s'endettait de plus en plus lourdement.